



La participation sur le grill !

Un cycle de quatre webinaires organisés de 12h à 13h30, par le réseau national des centres de ressources politique de la ville

[Cycle de webinaires]

Présentation

Lors de la refonte des contrats de ville en 2023, l'État a réaffirmé l'ambition de participation inscrite dans la loi Lamy et a donc renouvelé l'importance de la place des citoyen·nes des quartiers populaires dans la **co-construction des contrats de ville**. Encore récemment, la circulaire du 1er juillet 2024 insiste et précise les modalités de fonctionnement du fonds de participation des habitant·es.

En parallèle, l'annonce de l'amendement de l'article 7 et la parution de l'instruction relative à la gouvernance du contrat de ville, parue le 4 janvier 2024, met **fin à l'obligation des conseils citoyens** et invite à **s'ouvrir à de nouveaux formats de participation**.

En échos à cela, plusieurs questionnements se sont posés pour les acteurs : Faut-il repartir de zéro ? Comment capitaliser sur nos expériences ? **Comment faire vivre la participation au-delà des instances prescrites** ? Comment se saisir des marges de manœuvre permises pour œuvrer à la **démocratisation de l'action publique** ? Comment promouvoir des formes de participation contribuant concrètement à cette démocratisation ?

Plus largement, **l'efficacité de la vie démocratique** dans le cadre de nos institutions a été fortement questionnée à l'occasion des derniers rendez-vous électoraux.

Avec ces webinaires, **les centres de ressources politique de la ville** souhaitent inviter à réfléchir aux **conditions nécessaires pour que les citoyen·nes des quartiers populaires soient pleinement associé·es** à l'élaboration, la construction et la mise en place des politiques publiques qui les concernent et qui impactent leurs vies, à travers des **modalités de participation protéiformes, évolutives et ascendantes**.

Objectifs

Comprendre les enjeux liés à la participation des habitants-es dans le cadre de la politique de la ville,

Interroger le rapport des habitants-es à la démocratie représentative,

Se ressourcer et échanger sur les modalités d'association des habitants-es au contrat de ville.

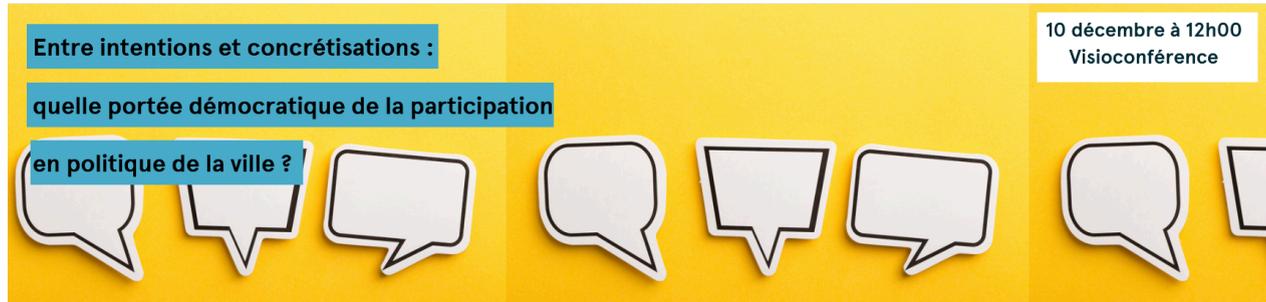
Public cible

Le cycle s'adresse à tous les acteurs et actrices agissant dans le cadre de la politique de la ville.

Webinaire n°1

Entre intentions et concrétisations : quelle portée démocratique de la participation en politique de la ville ?

Mardi 10 décembre, de 12h à 13h30



La réalité de la participation citoyenne portée par la politique de la ville est contradictoire : la volonté de co-construire la politique de la ville est constamment réaffirmée, mais le pouvoir d'intervention des citoyen·nes des quartiers populaires reste limité et confiné aux dispositifs de la politique de la ville.

Quelles sont les limites et les perspectives de la participation dans la politique de la ville telle qu'elle est réellement vécue et pratiquée ? Quel est l'effet de cette participation en politique de la ville sur la réalité sociale des citoyen·nes des quartiers populaires ? Quelles doivent-être les ambitions et les périmètres d'exercice de cette participation ?

C'est à travers l'ensemble de ces questions que nous vous proposons d'explorer et d'interroger la réalité de la participation citoyenne dans le cadre de la politique de la ville.

Intervenants-es : Cyril MELOT, Directeur Adjoint Profession Banlieues, Léonie TIAKET, Cheffe de projets Trajectoires Ressources

Témoignages : à confirmer

[Lien d'inscription](#)

Webinaire n°2

Pour les citoyen·nes des quartiers populaires, la démocratie peut-elle encore passer par le bulletin de vote ?

Mardi 14/01

L'abstention dans les quartiers populaires est devenue un phénomène structurel et atteint des niveaux records, y compris lors des élections locales. Elle est souvent considérée, notamment sur le plan médiatique, comme la preuve de l'apathie politique des citoyen·nes des quartiers populaires et de leur désintérêt pour les affaires publiques. Pour autant, les élections législatives anticipées de l'été 2024 ont démontré que ces citoyen·nes savent retrouver le chemin des urnes lorsqu'ils-elles considèrent que le vote est habité de véritables enjeux. Aussi, si l'abstention populaire dit quelque chose de l'incapacité du suffrage universel à servir de vecteur à l'engagement et à l'expression démocratique de ces populations, on constate parallèlement que des collectifs citoyens et des mouvements militants

cherchent à réinvestir cet espace démocratique. Par ailleurs, conclure à l'apathie politique à partir de l'abstention, alors que près d'un quart des habitant·es de ces quartiers n'ont pas le droit de vote, revient à nier leur engagement dans de nombreuses initiatives citoyennes.

De là, plutôt que de mettre en cause le civisme des classes populaires, l'abstention n'informe-t-elle pas plutôt sur l'(in)capacité du vote à incarner une forme d'expression démocratique? N'y a-t-il pas dans l'abstention une forme de lucidité politique sanctionnant le constat que "les choses ne changeront pas comme ça"? A quelles conditions le vote pourrait-il redevenir un levier d'engagement et d'expression démocratique pour les habitant·es des quartiers populaires afin de faire valoir leurs intérêts et peser sur les orientations et décisions politiques?

Intervenants-es : à préciser

Webinaire n°3

Quelles voix pour l'inclusion des habitants-es dans la construction des politiques publiques ?

Mardi 11/03

Descriptif à venir

Webinaire n°4

Traduire les paroles des habitants-es en actes au sein du contrat de ville

Mardi 13/05

Le gouvernement a incité les territoires à construire le contrat de ville avec les habitant·es des quartiers. Si les phases de consultation / co-construction ont été mises en place sur de nombreux territoires, et si les contrats de ville sont désormais signés, l'enjeu est désormais de faire vivre les contrats de ville, y compris avec les habitant·es. Quelle place leur donner dans l'écosystème de professionnel·les et de partenaires qui gravitent autour des contrats de ville ? Quelle animation territoriale déployer pour que les habitants-es de quartier soient considérés comme une vraie partie prenante de la politique de la ville ? Et comment prendre en compte cette parole recueillie pour la faire vivre et la traduire en actions dans la mise en œuvre des contrats de ville ?

Intervenants-es : à préciser